C'est un million au moins, nous dit-on, que les Compagnies d'assurances auront à déboursier; qu'elles paient sans surveiller ce million, ainsi elles ramèneront la confiance au sein d'une population aujourd'hui abattue, mais qui ne demande qu'à se mettre à l'oeuvre avec courage pour réparer les désastres.

LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES ET LES "SOUP KITCHEN".

La discussion du projet de loi relatif aux sociétés coopératives a fait dire à des personnes qui, par leurs études et le rang qu'elles occupent soit à la Chambre, soit au Sénat, soit même sur les bancs du gouvernement, des choses pour le moins surprenantes.

Les uns prétendent travailler pour la masse à laquelle ils promettent la vie à meilleur marché. C'est la pêche aux électeurs. Les autres, casés à vie au Sénat, et qui, par conséquent, n'ont rien à demander à l'électorat, ne se gênent guère pour accuser les marchands de détail de voler la clientèle sur les prix et sur le poids.

L'un d'eux fait ressortir la différence entre les prix du gros et ceux du détail pour certaines marchandises, afin de bien démontrer que les prix du détail sont abusifs pour le consommateur.

Seulement, le sénateur qui, à chaque session, touche bien facilement, et sans avoir beaucoup fait pour les gagner, ses \$2,500, oublie une chose, c'est que, malgré la différence entre les prix du gros et ceux du détail, les épiciers ne s'enrichissent guère dans leur commerce. Quatre-vingt-quinze pour cent au moins de ces épiciers échangeaient très volontiers leurs profits annuels contre l'indemnité annuelle du sénateur.

Il ne faut pas perdre de vue que la différence entre les prix du gros et ceux du détail est loin, bien loin de représenter le profit du détaillant; et il ne faut pas croire que, parce que la loi favorisera les sociétés coopératives au détriment des commerçants particuliers, on fera bénéficier le consommateur des frais généraux qui grèvent la marchandise vendue par le détaillant auquel on déclare la guerre.

On veut supprimer les intermédiaires. Du producteur directement au consommateur est une utopie qui n'est pas nouvelle. Si l'intermédiaire était un rouage inutile, il y a bel âge qu'il n'existerait plus.

C'est un problème complexe que la question de l'approvisionnement et de la distribution des marchandises. En théorie, rien n'est plus facile que de dire: supprimons les intermédiaires, mettons le consommateur en rapport direct avec le producteur et le premier obtiendra les choses nécessaires à la vie et même les objets de luxe à des conditions de bon marché inconnues jusqu'à ce jour.

D'abord, rien ne nous dit que le produc-

teur, surtout par ces temps de combines et de trusts, ne prendrait pas pour lui le bénéfice qui va aux mains des intermédiaires. Le producteur n'est d'ailleurs pas organisé pour le service de distribution que font aujourd'hui les intermédiaires. Il devrait le créer avec tous les frais qui en découlent.

D'autre part, est-ce que nous produisons ici-même tout ce que nous consommons? Pouvons-nous supprimer les intermédiaires pour les approvisionnements et la distribution des produits exotiques? Inutile de répondre à ces questions.

On vient nous dire, pour justifier le projet de loi sur les sociétés coopératives: il y a trop de marchands de détail et, pour qu'ils puissent vivre, ils augmentent les prix de vente d'une façon démesurée.

Or, parcequ'on trouve qu'il y a déjà trop de marchands de détail on propose simplement d'en augmenter le nombre en leur suscitant des concurrents: les sociétés coopératives.

Alors, avouez-le, ce que vous voulez par votre loi sur les sociétés coopératives, c'est ruiner le commerce de détail actuellement existant. Vous trouvez que ces commerçants sont trop nombreux et vous les supprimez en bloc. Voilà comment vous prétendez aider le commerce.

Et quand vous aurez ruiné les commerçants de détail, aurez-vous enrichi le pays, aurez-vous enrichi les producteurs, aurez-vous enrichi les coopérateurs de vos sociétés coopératives?

Ce que vous aurez fait, le voici: vos sociétés coopératives, dans les campagnes surtout, végéteront, culbuteront, parce qu'elles n'auront pas la clientèle voulue pour prospérer. Les sociétés coopératives, vous avez perdu cette question de vue, ne font pas crédit, ne peuvent pas faire crédit, du moins pour de certains montants et pour un temps suffisamment long. La clientèle qui exige de longs crédits entre deux récoltes ne pourra se fournir dans les sociétés coopératives. Ces sociétés n'auront donc que la clientèle qui achète et paie au comptant, c'est la plus réduite.

Où donc se fourniront ceux qui ont besoin de crédit? Pas chez le détaillant, puisque vous l'aurez tué. Il ne peut vivre ni subsister, s'il n'a que la clientèle qui achète à crédit; il n'aura pas celle du client qui achète au comptant puisque vous l'aurez envoyée à la société coopérative.

Vous voulez favoriser la masse, réduire pour elle le coût de l'existence. Assurez lui d'abord les moyens de vivre, au lieu de l'empêcher de vivre.

Dans les villes, l'ouvrier chôme souvent, il a besoin de crédit. Qui donc lui fait crédit si ce n'est l'épicier, le boucher, le boulanger, etc., et quand vous n'aurez que des épiceries coopératives, des boucheries coopératives, des boulangeries coopératives, qui donc nourrira pendant l'hiver tous les ouvriers du port, du bâ-

timent, etc., qui n'ont de travail que l'été?

Et quand les manufactures de coton et les diverses fabriques, par les temps d'accalmie et de crises, ferment leurs portes ou réduisent les heures de travail qui ouvrira aux ouvriers et aux ouvrières le crédit qui les fera vivre?

Votez votre projet de loi sur les sociétés coopératives, mais alors préparez vous à ouvrir des "soup kitchen".

LA BANQUE DE ST-HYACINTHE

Depuis assez longtemps la Banque de St-Hyacinthe vivait tant bien que mal: on pouvait, toutefois, espérer qu'elle avait vu ses plus mauvais jours, depuis qu'une somme de plus de \$300,000 lui avait été adjugée en paiement de ses réclamations à la vente des chemins de fer des Comtés Unis.

Mais la déconfiture de la Banque de St-Jean a rendu nerveux les déposants de la Banque de St-Hyacinthe et les retraits de fonds se faisaient sur une si large échelle que les directeurs, pour protéger la situation future de la banque, ont décidé de suspendre les paiements, comme la loi les autorisait à le faire.

Voici, à fin mai, quelle était la position de la Banque de St-Hyacinthe d'après les rapports des banques incorporées publiés par le gouvernement:

Passif	
Capital payé.	\$331,235
Réserve.	75,000
Billets en circulation.	253,860
Dû au gouvernement provincial	46,667
Dépôts à demande	82,311
Dépôts remb. après avis.	789,802
Total du passif	\$1,578,865
Actif	
Espèces.	10,113
Billets du Dominion.	12,948
Dépôt de garantie.	16,500
Billets et chèques d'autres banques.	26,493
Dû par d'autres banques.	36,954
Dû par banques à l'étranger.	8,555
Valeurs mobilières.	33,000
Prêts courants.	1,316,871
Créances en souffrance.	46,654
Hypothèques.	7,992
Bâtisses de la Banque.	31,218
Autre actif.	29,141
Total de l'actif.	\$1,576,439

D'après ce qu'on croit savoir d'une conférence qui aurait eu lieu entre les directeurs de la Banque de St-Hyacinthe et les autorités de la Banque de Montréal, cette dernière banque prendrait immédiatement possession des affaires de la première et garantirait les dépôts conjointement avec une ou deux autres institutions.

De ce fait, il résulterait que les affaires de la Banque de St-Hyacinthe ne sont pas en aussi mauvais état que le voulaient les premières rumeurs à la suite de la course dont elle a été l'objet.

En outre de son bureau principal à St-